

POLITIQUE DE PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le présent document contient la politique de traitement des données du cabinet d'avocats CC-LEX (ci-après « le cabinet »), exerçant ses activités dans le cadre de la SRL CC-LEX, société de droit belge ayant emprunté la forme d'une société à responsabilité limitée, inscrite à la BCE sous le n° 0560.666.433, et dont le siège est établi à 1400 Nivelles, avenue du Centenaire, 120.

Le Cabinet est soucieux de la protection de vos données à caractère personnel et s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel (ci-après « les données ») en vigueur en Belgique, en ce compris le Règlement général relatif à la protection des données, 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après « RGPD »).

Le présent document d'information relatif à la protection des données à caractère personnel décrit la manière dont nous traitons vos données ainsi que les droits que vous pouvez exercer sur les données qui vous concernent en qualité de personne concernée.

Il peut être modifié à tout moment, afin notamment de nous conformer à toute évolution réglementaire, jurisprudentielle ou technologique. Nous vous invitons à le consulter régulièrement.

Vous pouvez réagir à l'une des pratiques décrites ci-après en nous contactant.

Le Cabinet assure un niveau adéquat de sécurité technique et organisationnelle de vos données, en vue de vous prémunir de toute fuite de données, notamment la perte, la destruction, la divulgation publique, l'accès non autorisé ou tout usage abusif. Cependant et si vous avez connaissance de l'existence d'une fuite de données ou si vous en suspectez une, nous vous demandons de nous la signaler immédiatement.

À QUI S'ADRESSE CETTE DÉCLARATION ?

Cette déclaration est destinée aux personnes physiques qui rentrent en contact avec le cabinet, en ce compris celles qui (liste non limitative) :

- naviguent sur le site internet ;
- demandent des informations relatives aux services du Cabinet ;
- sont les clients du Cabinet ou interagissent avec celui-ci ;
- travaillent pour les clients du Cabinet, ou auprès de ses fournisseurs.

POURQUOI COLLECTE-T-ON VOS DONNÉES ?

Dans le cadre de la mission que le client confie au Cabinet, celui-ci doit recueillir un certain nombre d'informations concernant le client ou son représentant, afin de réaliser les tâches liées à cette mission, à savoir :

- La correspondance avec le client concernant le dossier ;
- L'exécution du mandat de l'avocat ;
- La défense des intérêts du client ou de ceux de la personne morale ou physique pour laquelle il intervient ;
- La réalisation des obligations contractuelles ou précontractuelles du cabinet à l'égard du client ou à l'égard de la personne morale ou physique pour laquelle il intervient ;
- L'établissement de la facturation ;
- La défense du cabinet dans le cadre d'un contentieux qui l'opposerait au client ;
- La gestion des risques et le contrôle de qualité ;
- L'exécution par l'avocat de ses obligations légales et déontologiques.

Les données collectées pourraient également être utilisées pour une autre mission qui sera nécessairement étroitement liée à celles énumérées ci-dessus.

SUR BASE DE QUEL FONDEMENT JURIDIQUE ?

Les données collectées sont utilisées conformément aux lois européennes et nationales sur la protection des données.

Elles sont collectées avec votre accord et /ou en raison de l'intérêt légitime du Cabinet, qui doit être en mesure d'exercer son mandat.

En fonction de la finalité poursuivie, le cabinet traite vos données sur la base suivante :

Traitement	Finalité de l'utilisation	Fondement juridique du traitement
<i>Gestion de la défense des intérêts de nos clients et de leurs demandes</i>	Nous traitons les données dans le cadre des demandes (audits, notes de consultation, avis) et de la défense des intérêts de nos clients, personnes morales ou physiques.	<p>Ce traitement est nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la réalisation de nos obligations légales conformément au Code judiciaire, et notamment, pour les actes de procédure (article 6.1.c. du R.G.P.D.). - à l'exécution du contrat qui nous lie à nos clients (article 6.1.b. du R.G.P.D.) <p>Nous pouvons également traiter des données sensibles (catégories particulières de données à caractère personnel), chaque fois que cela est rendu nécessaire par la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice conformément aux dispositions de l'article 9 §2, f. du R.G.P.D.</p>
<i>Gestion administrative des dossiers de nos clients</i>	Nous traitons les données personnelles dans le cadre de la réalisation des obligations contractuelles ou précontractuelles du cabinet à l'égard de nos clients, personnes morales ou physiques.	<p>Ce traitement est nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la réalisation de nos obligations légales visées notamment par la loi du 18 septembre 2017 relative à <i>la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces</i> et par le Code de déontologie de l'avocat, notamment en matière de lutte contre le blanchiment et le terrorisme (article 6.1.c. du R.G.P.D.) - à l'exécution du contrat qui nous lie à nos clients (article 6.1.b. du R.G.P.D.)
<i>Gestion des mandats de justice</i>	Nous traitons les données dans le cadre du jugement nous désignant en qualité de mandataire et des obligations légales qui en découlent.	<p>Ce traitement est nécessaire à la réalisation de nos obligations légales.</p> <p>Nous pouvons également traiter des données sensibles (catégories particulières de données à caractère personnel), chaque fois que cela est rendu nécessaire par la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice conformément aux dispositions de l'article 9 §2, f. du R.G.P.D.</p>

<i>Gestion de la comptabilité</i>	Nous traitons les données personnelles pour établir notre facturation.	Ce traitement est nécessaire à la réalisation de nos obligations légales définies par le Code de droit économique et le Code T.V.A. en matière fiscale et comptable (article 6.1.c. du RGPD).
<i>Gestion des relations précontractuelles</i>	Nous traitons les données personnelles afin de répondre aux demandes et/ou questions que les clients nous adressent (notamment via le formulaire de contact sur notre site), ou les offres de services et les C.V.	Ce traitement est nécessaire à la réalisation de mesures précontractuelles (article 6.1.b. du R.G.P.D.) en vue de permettre ou faciliter une relation contractuelle future.
<i>Gestion de nos fournisseurs</i>	Nous traitons les données personnelles dans le cadre de nos obligations contractuelles à l'égard du client.	Ce traitement est nécessaire : <ul style="list-style-type: none"> - à la réalisation de nos obligations légales visées par le Code de droit économique en matière fiscale et comptable (article 6.1.c. du R.G.P.D.). - à l'exécution du contrat qui nous lie à notre client (article 6.1.b. du R.G.P.D.)
<i>Gestion de la communication</i>	Nous traitons les données afin de communiquer les informations relatives à notre activité. Notre intérêt légitime est d'offrir et de promouvoir nos services et/ou de partager avec nos clients des messages d'information qui correspondent à ce qu'ils peuvent raisonnablement attendre de nous dans le contexte de notre relation existante ou future.	Ce traitement est nécessaire à la poursuite de notre intérêt légitime, dès lors que nous avons mis en balance cet intérêt et les intérêts ou libertés et droits fondamentaux du client (article 6.1.f. du R.G.P.D.). Les clients peuvent à tout moment s'opposer à ce traitement en nous contactant.
<i>Gestion de notre contentieux éventuel</i>	Nous pouvons être amenés à utiliser des données personnelles pour défendre nos intérêts en justice dans le cadre d'un éventuel contentieux.	Ce traitement est nécessaire à la poursuite de notre intérêt légitime, dès lors que nous avons mis en balance cet intérêt et les intérêts ou libertés et droits fondamentaux du client (article 6.1.f. du R.G.P.D.). Nous pourrions également être amenés à traiter des données sensibles (Catégories particulières de données à caractère personnel), chaque fois que cela est rendu nécessaire par la constatation, l'exercice ou la défense de nos droits en justice conformément aux dispositions de l'article 9 §2, f. du R.G.P.D.

QUELLES SONT LES DONNÉES COLLECTÉES ?

Les données collectées sont généralement les suivantes :

Données d'identité du client ou son représentant : nom, prénom, adresse privée, sexe, date et lieu de naissance, état civil, nationalité, photographie d'identité, carte d'identité, nationalité ;

Données de contact du client ou son représentant : adresse de correspondance, adresse email, téléphone, adresse de facturation, coordonnées bancaires.

Données nécessaires : Toutes les données strictement nécessaires à accomplir les tâches listées ci-dessus. Ces données peuvent, si cela est nécessaire au traitement du dossier, être des données sensibles, telles que des images médicales, des rapports de laboratoire, des données d'échantillons biologiques, des lettres et des rapports rédigés par des médecins qui vous ont traité ou encore des données ayant trait à votre race/origine ethnique, votre orientation sexuelle, votre appartenance syndicale ou à vos croyances religieuses ou philosophiques ou autres.

Nous collectons néanmoins uniquement des données personnelles adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Suivant les finalités, la collecte des données est réalisée différemment.

Nous détaillons ci-dessous les données personnelles que nous recueillons sur nos clients, la raison de leur collecte, ainsi que les modalités de recueil de celles-ci.

Traitement	Les données collectées et traitées	Modalités de la collecte
Gestion de la défense des intérêts et des demandes des clients	<p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Données familiales, (noms et prénoms des enfants, filiation, état civil, etc.)</p> <p>Caractéristiques personnelles (âge, sexe, date de naissance, nationalité, pays d'origine, langue maternelle, langue(s) parlée(s), etc.)</p> <p>Caractéristiques professionnelles (profession, diplôme, carrière, etc.)</p> <p>Données financières (n° de compte, l'avertissement extrait de rôle et la composition de ménage ou tous documents attestant de la situation financière)</p> <p>Données de catégories particulières telles que les données concernant la santé, les condamnations pénales ou les infractions, l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses, l'appartenance à un syndicat ou les orientations sexuelles. De manière générale toutes les données nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense des intérêts en justice de nos clients.</p>	<p>Soit directement auprès du client.</p> <p>Soit auprès d'un tiers tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Bureau d'aide juridique ○ Compagnie d'assurance ○ Partie adverse ○ Conseil technique ○ Autorité judiciaire ou administrative ○ Autorité publique (police, etc.) <p>Soit parce que le client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles</p>
Gestion administrative des dossiers des clients	<p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise, carte d'identité)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Photographie (carte d'identité)</p>	<p>Soit directement auprès du client.</p> <p>Soit auprès d'un tiers tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Bureau d'aide juridique ○ Compagnie d'assurance ○ Partie adverse ○ Conseil technique ○ Autorité judiciaire ou administrative

		<ul style="list-style-type: none"> ○ Autorité publique (police, etc) <p>Soit parce que le client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles.</p>
Gestion des mandats de justice	<p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Données familiales, (noms et prénoms des enfants, filiation, état civil, etc.)</p> <p>Caractéristiques personnelles (âge, sexe, date de naissance, nationalité, pays d'origine, langue maternelle, langue(s) parlée(s), etc.)</p> <p>Caractéristiques professionnelles (profession, diplôme, carrière, etc.)</p> <p>Données financières (n° de compte, l'avertissement extrait de rôle et la composition de ménage ou tous documents attestant de la situation financière)</p> <p>Données de catégories particulières telles que les données concernant la santé, les condamnations pénales ou les infractions, l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses, l'appartenance à un syndicat ou les orientations sexuelles. De manière générale toutes les données nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense des intérêts en justice de nos clients.</p>	<p>Soit directement auprès du client.</p> <p>Soit auprès d'un tiers tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Autorité judiciaire ou administrative compétente ○ Autorité publique (police, etc) ○ Conseil technique ○ (autre à compléter) <p>Soit parce que le client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles</p>
Gestion de la comptabilité	<p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Données financières (n° de compte)</p>	<p>Soit directement auprès du client.</p> <p>Soit parce que le client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles.</p>
Gestion des relations précontractuelles	<p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, numéro de téléphone)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Données communiquées par le client afin d'évaluer si nous pouvons traiter son dossier ou sa demande.</p> <p>En outre, en cas de recrutement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Données familiales, (noms et prénoms des enfants, état civil) - Caractéristiques personnelles (âge, sexe, date de naissance, votre pays, langue maternelle) 	<p>Directement auprès du client.</p>

	- Caractéristiques professionnelles (profession, diplôme, carrière, etc.)	
Gestion de nos fournisseurs	Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise, numéro de commande) Données financières (n° de compte)	Soit directement auprès du client. Soit parce que le client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles (Banque Carrefour des entreprises)
Gestion de la communication	Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone) Données d'identification électronique (adresse mail)	Soit directement auprès du client. Soit parce que le client les a rendues publiquement accessibles
Gestion du contentieux	Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise) Données d'identification électronique (adresse mail) Caractéristiques professionnelles (profession, diplôme, carrière, etc.) Données financières (n° de compte, l'avertissement extrait de rôle et la composition de ménage ou tous documents attestant de la situation financière) Données de catégories particulières telles que les données concernant la santé, les condamnations pénales ou les infractions, l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses, l'appartenance à un syndicat ou les orientations sexuelles. De manière générale toutes les données nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense des intérêts en justice de nos clients Photographies ou images.	Soit directement auprès du client. Soit obtenues auprès de la compagnie d'assurance Soit parce que le client ou une autorité publique les a rendues publiquement accessibles.

AVEC QUI LE CABINET PARTAGE-T-IL VOS DONNEES ?

Tout partage de données s'effectue dans les limites du secret professionnel, des règles déontologiques et du présent document.

Les données énumérées ci-dessus sont accessibles aux personnes membres de l'équipe du Cabinet ou tous confrères, intervenant comme collaborateur ou avocat spécialisé, ou tous conseils techniques dans la stricte mesure nécessaire à l'exécution des obligations du cabinet.

Le Cabinet est susceptible de transmettre vos données aux autorités judiciaires ou administratives ou auxiliaires de justice dans le cadre de la défense de vos intérêts et dans la mesure nécessaire.

Le Cabinet est susceptible de transmettre vos données aux parties adverses dans le cadre de la défense de vos intérêts et dans la mesure nécessaire.

Le Cabinet est susceptible de transmettre, le cas échéant, vos données à des organismes bancaires ou d'assurances dans la cadre de la défense de vos intérêts et dans la mesure nécessaire.

Le Cabinet est susceptible d'être amené à devoir transmettre les données personnelles collectées aux autorités ou entités fixées par la loi, le décret ou toute disposition réglementaire qui est applicable.

Le Cabinet peut également partager certaines données avec ses cocontractants, qualifiés de « sous-traitant » au sens de la législation, dans la mesure strictement nécessaire au fonctionnement d'applications ou systèmes de gestion informatisés ou non informatisés auxquels le Cabinet a souscrit.

La liste des sous-traitants, leur domaine d'activités, la finalité poursuivie et le cas échéant le pays dans lequel les données sont traitées et hébergées sont disponibles à la première demande.

En toutes circonstances, nous assurons la protection des données des clients par des conventions assurant la confidentialité.

Les prestataires de services avec qui nous sommes amenés à partager les données des clients sont les suivants :

Type de prestataire de service	Localisation
Prestataires de solutions d'envoi d'e-mails	En Europe
Prestataires de solutions d'envoi postal	En Europe
Prestataires de solutions informatiques et de maintenance de l'infrastructure et des systèmes	En Europe
Prestataires de service d'hébergement / Cloud	En Europe
Comptables et prestataires de services financiers	En Europe
Banques / Assurances	En Europe
Assureur tiers-payeur	En Europe
Bureau d'aide juridique (Barreaux)	En Europe
Avocats – collaborateurs – avocats-stagiaires	En Europe
L'Ordre des barreaux francophones et germanophone (Avocats.be)	En Europe
Prestataire de service d'archivage	En Europe

Pour des raisons de sécurité, la liste des sous-traitants, leur domaine d'activités, la finalité poursuivie et le cas échéant le pays dans lequel les données sont traitées et hébergées ne sont pas disponibles sur notre site mais à la première demande des personnes concernées.

COMMENT VOS DONNÉES SONT-ELLES STOCKÉES ? COMBIEN DE TEMPS ?

Les données sont stockées sous la forme de dossier papier et/ou de dossier électronique, sous la responsabilité du cabinet qui prend toutes les mesures nécessaires pour assurer leur sécurité.

De manière générale, le cabinet assure un niveau adéquat de sécurité technique et organisationnelle de vos données, en vue de vous prémunir de toute fuite de données, notamment la perte, la destruction, la divulgation publique, l'accès non autorisé ou tout usage abusif. Cependant et si le client a connaissance de l'existence d'une fuite de données ou si vous en suspectez une, nous vous demandons de nous la signaler immédiatement.

Si les données doivent être partagées pour le traitement du dossier, elles le seront grâce à un système électronique d'échange d'informations et/ou dans le cadre d'une procédure en justice, par le biais du système électronique edeposit/DPA ou toute autre appellation.

Les données sont stockées pour la durée du traitement du dossier confié à l'avocat. Une fois le dossier clôturé, les données sont stockées pour une durée de 10 ans maximum, à compter de la fin des prestations de l'avocat, afin de lui permettre notamment de respecter ses obligations (prescription fiscale, responsabilité professionnelle, obligations relatives à la prévention du blanchiment de capitaux,...).

En cas de contentieux les données seront conservées au-delà des échéances indiquées ci-dessus à des fins de défenses en justice. Dans ce cas, la conservation des données pertinentes pourrait être prolongée dans toute la mesure nécessaire à la gestion du contentieux et jusqu'à clôture de celle-ci.

LE CABINET TRANSFERE-T-IL VOS DONNEES EN DEHORS DE L'UE ?

Si le traitement du dossier doit se faire ailleurs qu'en Belgique, dans l'Union européenne (UE), les données qui vous concernent et qui ont été collectées par votre avocat peuvent être partagées avec des professionnels du droit d'autres pays de l'UE. L'avocat se tient à disposition de la personne concernée pour plus d'informations sur le ou les professionnel(s) qui s'occuperont de votre dossier dans ce(s) pays de l'UE.

Les transferts des données vers un pays hors de l'Union ne seront autorisés que si et seulement si :

- la Commission européenne a rendu une décision accordant un niveau de protection adéquate et équivalent à celui prévu par la législation européenne, les données personnelles seront transférées sur ce fondement.
- le transfert est couvert par une mesure adéquate accordant un niveau de protection équivalent à celui prévu par la législation européenne, telle que les Clauses Standard de la Commission, le consentement.

QUELS SONT VOS DROITS ?

La personne concernée a le droit :

- D'être informée sur la manière dont ses données seront supprimées du dossier. Il est possible cependant que l'on ne puisse pas retirer toutes les informations, notamment celles qui ont été utilisées pour introduire une action en justice ou pour défendre les droits du client en justice.
- D'être informée sur les fins auxquelles les données seront traitées et sur les personnes qui auront accès à ces données.
- De recevoir les informations qui sont enregistrées et de demander des corrections, si certaines informations ne sont pas correctes.
- De recevoir toutes les informations concernant la personne concernée qui sont enregistrées sous un format portable et lisible.
- De retirer son consentement.
- De s'opposer au traitement de ses données personnelles, notamment si ses données personnelles sont traitées sur la base de notre intérêt légitime ;
- De limiter le traitement des données traitées :
 - Si le client conteste l'exactitude de ces données. Dans l'attente de l'évaluation des intérêts en présence avant l'exercice du droit d'opposition au traitement de certaines données personnelles.
 - Si le traitement de ses données personnelles est illégitime, mais que le client ne souhaite néanmoins pas exercer son droit à l'effacement des données.
 - Si nous n'avons plus besoin des données personnelles du client, mais qu'il en a besoin dans le cadre d'une action en justice.
- A l'effacement des données traitées.
- De déposer une plainte auprès de L'Autorité de Protection des données :

www.autoriteprotectiondonnees.be

Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles
Téléphone : +32 (0)2 274 48 00
Télécopie : +32 (0)2 274 48 35
Courriel : contact@apd-gba.be

Pour de plus amples informations sur les plaintes et voies de recours possibles, les clients sont invités à consulter la page suivante de l'Autorité de protection des données : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen/agir/introduire-une-plainte>

Le Cabinet a le devoir de s'assurer que les données sont traitées en toute sécurité et d'avertir la ou les personne(s) concernée(s) si la sécurité de vos données n'est pas respectée.

Toute requête ou question quant à ces droits peut être adressée par courrier à l'adresse du Cabinet à 1400 Nivelles, avenue du Centenaire, 120 ou par email à l'adresse suivante : info@cc-lex.be

Le client peut à tout moment contacter son avocat.

COOKIES

Notre site Internet contient des « cookies ». Un « cookie » est un petit fichier envoyé par le serveur du site qui s'enregistre sur le disque dur de l'ordinateur de l'utilisateur. Il garde la trace du site visité et contient un certain nombre d'informations relatives à cette visite.

Les cookies utilisés par le site servent à faire fonctionner le site et permettre la navigation (« cookies techniques de sessions »), à réaliser des statistiques (« cookies analytiques ») et à faciliter l'utilisation du site pour la rendre plus agréable et personnalisée (par exemple, mémorisation de la langue choisie...) (« cookies fonctionnels »).

L'utilisation des cookies nécessite la collecte de données personnelles concernant l'utilisateur. Les données collectées ne sont en aucun cas transmises à des tiers. Le cabinet a mis en place des mesures de sécurité appropriées pour protéger la perte, l'usage abusif ou l'altération des éventuelles informations reçues sur le site. La gestion des données personnelles est en tous les cas conforme à la politique de gestion des données personnelles du Cabinet.

L'utilisateur peut accepter ou refuser l'utilisation des cookies qui ne sont pas « techniques ». Il est néanmoins recommandé d'accepter les cookies pour un fonctionnement optimal du site. L'utilisateur peut à tout moment désactiver les cookies en suivant les instructions fournies par son navigateur.

Le Cabinet peut à tout moment apporter, pour différentes raisons, des corrections, des compléments ou des modifications à la présente déclaration de protection des données et de la vie privée. La version la plus actuelle peut être consultée en permanence sur le site internet.

Dernière mise à jour le 18.03.2021